



European Trade Union Confederation (ETUC)
Confédération européenne des syndicats (CES)

AUSTÉRITÉ POUR LES CHÔMEURS

MONITEUR CES DE L'AUSTÉRITÉ N° 2

Les systèmes d'allocations de chômage ont sauvé l'économie d'une dépression généralisée. Grâce à ces allocations, les travailleurs ayant perdu leur emploi ont pu maintenir la demande évitant ainsi le danger que les réductions d'emplois n'entraînent d'autres pertes d'emplois.

Malheureusement, tout comme pour les finances et les déficits publics, les ministres des finances ont faussé le jeu de manière telle que, de bouclier contre la dépression, les allocations de chômage se transforment soudain en un problème structurel. Ces allocations sont maintenant considérées comme des « loisirs subsidiés ». La faute du chômage en revient ainsi aux chômeurs eux-mêmes et à des systèmes sociaux trop généreux et non pas au manque de demande de l'économie.

Même le FMI n'adopte pas une attitude aussi simpliste à l'égard des allocations de chômage. Selon une étude récente faite en collaboration avec l'OIT, le FMI a établi que les systèmes d'allocations ne tendent pas à prolonger la période durant laquelle les chômeurs restent sans emploi. Une corrélation entre allocations et périodes prolongées de chômage n'existe que dans les ménages ne disposant que de peu d'argent, ce qui laisse entendre que les chômeurs de tels ménages sont par nécessité forcés d'accepter n'importe quel emploi en l'absence d'allocations.

Malgré cela, plusieurs pays européens utilisent maintenant l'austérité afin de renouer avec la politique du « travail profitable » en réduisant le montant et la durée des allocations de chômage (voir le tableau en annexe). Cela affaiblira l'économie à plus d'un titre. Les chômeurs qui ne trouvent pas de travail seront forcés de réduire leurs dépenses ce qui affectera la demande. Les employeurs, sachant que les chômeurs n'ont pas vraiment d'autre choix, vont diminuer les salaires et les conditions de travail provoquant ainsi un affaiblissement accru de la demande générale. Et enfin, lorsque surgira la prochaine crise, les systèmes d'allocations seront tellement vidés de leur substance qu'ils ne pourront plus faire obstacle à la spirale négative d'une faible demande qui entraînera une demande plus faible encore.

La chasse aux sorcières dans les systèmes d'allocations de chômage

Danemark	Durée maximum réduite de 4 à 2 ans. Il devient plus difficile d'être rétabli dans son droit aux allocations de chômage. Les syndicats tentent dès lors d'augmenter la protection de l'emploi.
Suède	Allocations réduites et cotisations en hausse. Les cotisations dépendent maintenant du risque de chômage dans chaque secteur.
Allemagne	Réductions des allocations pour les chômeurs de longue durée.
Suisse	Durée limitée, renforcement des critères d'aptitude au travail
Estonie	En échange d'une plus grande facilité de licenciement, le gouvernement s'est engagé à augmenter les allocations de 50 à 70%. Le gouvernement y a toutefois renoncé.
République tchèque	Les critères vont être renforcés.
Espagne	Les entreprises de travail temporaire ont leur mot à dire dans l'octroi d'allocations aux travailleurs.

Source : Questionnaire CES annuel sur les conventions collectives.